



**PRÉFÈTE  
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

20230727-DEC-DAEN0780

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n°07-2023-09-14-00004  
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement  
de la Société STS Composites France située à ZI Ecolanges, 07340 Saint-Désirat.**

**La Préfète de l'Ardèche  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de la préfète de l'Ardèche - Mme ELIZEON (Sophie) ;

**VU** le décret du 30 décembre 2020 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche - Mme ARRIGHI (Isabelle) ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation, N° 2003-218-6 délivré le 6 août 2003 à la société INOPLAST pour l'exploitation d'une usine de fabrication de pièces en matières plastiques sur le territoire de la commune de Saint-Désirat/Champagne à l'adresse suivante ZI Ecolanges concernant notamment les rubriques 2661.1a, 2661.2a, 2940.2a, 2565.2a2920.2a, 2915.1a, 1180.1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°07-2019-10-30-010 du 30 octobre 2019 portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2003-218-6 du 6 août 2003 autorisant la société STS COMPOSITES FRANCE à exploiter une entreprise de fabrication de pièces en matériaux composites et thermoplastiques pour l'automobile à Saint-Désirat (07) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°07-2023-08-21-00001 du 21 août 2023 portant délégation de signature à Mme Isabelle ARRIGHI, secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche ;

**VU** l'article R.515-81 du code de l'environnement qui dispose : L'exploitant adresse au préfet, avant la première actualisation des prescriptions, le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59 ;

**VU** l'article R.515-71 du code de l'environnement qui dispose : I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ;

**VU** l'article R.515-72 du code de l'environnement qui dispose : Le dossier de réexamen comporte :

1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68,

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70,

3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données

permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées, suite à la visite d'inspection du 8 décembre 2022 transmis à l'exploitant par courriel en date du 17 janvier 2023 et par voie postale en date du 23 janvier 2023 ;

**VU** le courriel de relance envoyé à l'exploitant le 5 avril 2023 ;

**Vu** le courriel de l'exploitant du 12 avril 2023 qui précise que : « Un courrier avec l'ensemble des actions réalisées vous sera envoyé dans les plus brefs délais » ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant depuis le 12 avril 2023 ;

**VU** la nouvelle relance de l'inspection faite par courriel à l'exploitant le 22 juin 2023 ;

**VU** l'absence de réponse par l'exploitant à ce courriel du 22 juin 2023 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 03/08/2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le courrier en date du 01/08/2023 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 2 août 2023 ;

**Considérant** qu'au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale IED est la rubrique 3670 relative au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au traitement de surface utilisant des solvants, y compris préservation du bois et des produits à base de bois au moyen de produits chimiques (BREF STS) ;

**Considérant** que, conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées ;

**Considérant** que les conclusions MTD du BREF STS sont parues au JOUE du 9 décembre 2020 ;

**Considérant** que l'exploitant a bien déposé son dossier de réexamen IED le 15 mars 2022 ;

**Considérant** que, conformément à l'article R.515-81 du code de l'environnement, l'exploitant aurait dû déposer le rapport de base détaillé dans l'article R.515-59 du code de l'environnement ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 8 décembre 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas remis son rapport de base avec son dossier de réexamen IED ;
- dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant ne s'est pas positionné sur les arrêtés préfectoraux du site et sur l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 février 2022.

**Considérant** que l'exploitant avait un délai de trois mois à partir du 17 janvier 2023 pour déposer son rapport de base ;

**Considérant** que l'exploitant avait un délai d'un mois à partir du 17 janvier 2023 pour déposer ses compléments de dossier de réexamen IED ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas donné suite aux courriels de relance du 5 avril 2023 et du 22 juin 2023 malgré les accusés de réception des messages ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles R.515-71, R.515-72 et R.515-81 du code de l'environnement ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société STS COMPOSITES FRANCE de respecter les dispositions des articles R.515-71, R.515-72 et R.515-81 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Ardèche ;

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** La société STS COMPOSITES FRANCE exploitant une installation de fabrication de pièces en matériaux composites et thermoplastiques pour l'automobile sise ZI Ecolanges sur la commune de Saint-Désirat (07340) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R.515-81 du code de l'environnement en adressant, le rapport de base , dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 :** La société STS COMPOSITES FRANCE exploitant une installation de fabrication de pièces en matériaux composites et thermoplastiques pour l'automobile sise ZI Ecolanges sur la commune de Saint-Désirat (07340) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles R.515-71 et R.515-72 du code de l'environnement en adressant, les compléments demandés du dossier de réexamen IED (conclusions MTD du BREF STS), dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 3 -** Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, à savoir :

- l'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations ;
- faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites : les sommes consignées en application du 1<sup>er</sup> sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;
- suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;
- ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

**Article 4 :** Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de LYON, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de LYON.

**Article 5** – Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Ardèche pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Ardèche
- Monsieur le maire de la commune de *St Desiat*
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Privas, le

**14 SEP. 2023**

Pour la préfète,  
La secrétaire générale,



Isabelle ARRIGHI